



Mardi, lors de la maraude d'une association strasbourgeoise.

## Strasbourg: «C'est bien de les accueillir, mais eux aussi vont finir à la rue?»

**La préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier, a confirmé mercredi l'accueil de 150 Afghans, comme l'avait demandé la maire écologiste Jeanne Barseghian. Une décision saluée par les associations, qui s'inquiètent cependant pour la suite.**

Cela ressemble à une victoire pour la maire écologiste de Strasbourg, Jeanne Barseghian. Une semaine après s'être proposée pour accueillir les Afghans qui fuient les talibans, vantant la tradition hospitalière de sa ville, elle obtient gain de cause auprès de la préfecture du Bas-Rhin. Lors d'une conférence de presse conjointe mercredi, la préfète Josiane Chevalier a annoncé que Strasbourg allait accueillir 150 Afghans, parmi les quelque 2000 personnes rapatriées par l'armée française depuis Kaboul au cours des derniers jours. Transférés ce jeudi en bus depuis l'Ile-de-France, ils vont être logés pendant un mois dans un hôtel de la ville réquisitionné par l'Etat. Différentes associations, notamment le Foyer Notre-Dame, doivent les accompagner dans les prochains jours pour leurs démarches administratives, notamment pour leur demande d'asile. Un suivi sanitaire et psycho-

logique doit aussi être assuré par l'agence régionale de santé.

«Je me réjouis que face à une situation dramatique, nous puissions faire preuve de solidarité», a déclaré Jeanne Barseghian à l'issue de la conférence de presse. Résultat d'une semaine de pression médiatique, imposée avec plusieurs édiles de gauche et écologistes, qui se sont farouchement opposés aux propos polémiques d'Emmanuel Macron agitant le spectre de «flux migratoires irréguliers» en provenance d'Afghanistan. «Ce sont des propos qu'on a l'habitude d'entendre dans la bouche du Rassemblement national», assurait-elle à Libération lundi. Je trouve ça très inquiétant, surtout sachant que la France va prendre la présidence du conseil de l'Union européenne en janvier, et qu'à l'heure actuelle, c'est plutôt un message de fraternité qu'il faut faire passer, pas une remise en cause du droit d'asile.»

### «Soulagement»

Reste qu'elle n'avait pas, à proprement parler, la compétence pour organiser cet accueil, puisque c'est à l'Etat que ce devoir incombe. Et la négociation s'annonçait rude avec une préfète, Josiane Chevalier, réputée pour appliquer strictement les consignes de l'Intérieur. Selon les associations d'aide aux réfugiés, la préfète n'aime pas beaucoup la mairie et le dialogue est difficile. «On n'a pas la même ligne, mais au-delà de l'enjeu politique, on a le de-

voir de coopérer», résumait lundi l'édile alors que l'accord trouvé était encore en gestation. Avant cela, l'action de la mairie pour faciliter l'accueil des Afghans s'est articulée autour d'un soutien de différentes démarches, souvent entamées avant la chute de Kaboul et accélérées par le chaos de l'arrivée des talibans. Comme l'action collective des centres dramatiques nationaux, dont le TJP de Strasbourg dirigé par Renaud Herbin. Avec le soutien de trois autres institutions culturelles de la ville (Musica, Pôle-Sud et le Maillon), il a participé à l'évacuation de sept artistes afghans en danger de mort, parmi une liste de 70 personnes établie en juillet par une artiste afghane, Kubra Khademi, et répartie entre les différents CDN volontaires. Ceux-là doivent eux aussi arriver ce jeudi, et vont pouvoir rester trois mois en résidence artistique, grâce à une bourse financée par la ville. «C'est un véritable soulagement parce que ça a été très compliqué et stressant de les sortir de la ville, explique Renaud Herbin, encore rincé par un week-end d'angoisse derrière son téléphone. Maintenant, on a hâte de les voir et de commencer à travailler avec eux.»

Il faudra aussi les loger, ce à quoi la mairie s'est engagée, tout en espérant qu'ils puissent rejoindre le dispositif de l'Etat. Jeanne Barseghian espère de son côté mobiliser Icorn, un réseau de 70 villes qui vise à venir en aide à des artistes menacés,

qui peut permettre une résidence de deux ans avec une bourse mensuelle.

Puis il y a aussi, évidemment, le travail des associations de défense des droits des réfugiés, comme la Cimade ou le Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile de Strasbourg (Casas). Depuis la chute de Kaboul, le 15 août, elles reçoivent des dizaines de demandes de familles afghanes qui veulent rapatrier un proche avec le dispositif qui s'achève ce jeudi. «Ça a surtout marché pour les dossiers de rassemblement familial qui étaient déjà mûrs depuis plusieurs semaines, pour les autres c'était impossible d'accélérer les démarches», souligne Jacqueline Steydli, présidente du groupe local de la Cimade. Elle évoque deux cas qui ont pu être évacués, notamment une jeune fille dont toute la famille à Strasbourg se trouve déjà sous protection subsidiaire.

Certaines figures de la communauté afghane à Strasbourg, comme Zaher Zahir, président de l'Association culturelle des Afghans, ont tenté de faire remonter les demandes. «J'ai aussi eu beaucoup d'amis français qui m'ont proposé de l'aide, sans savoir trop quoi leur dire dans un premier temps.» Il a monté un collectif de soutien, qui doit se rassembler samedi place Kléber, dans le centre, mais constate avec déçusement que les évacuations vont rester limitées. «Ce qui est compliqué, c'est que l'ambassade de France à Kaboul, qui ne traitait plus les dos-

siers depuis plusieurs mois, se retrouve à faire en dix jours un travail exceptionnel, mais qui aurait dû être fait depuis des semaines», complète Suzanne Lehn, une autre bénévole de la Cimade.

Si l'on salue le volontarisme de la mairie, qui suit d'ailleurs une tradition d'hospitalité bien établie à Strasbourg, on regrette les lenteurs de l'administration: «L'Etat a toujours une guerre de retard, soupire Alice Chavannes, bénévole à Casas. C'est toujours aux associations de faire pression pour obtenir gain de cause.» Concernant l'accueil des 150 réfugiés, on acquiesce plutôt qu'on se réjouit. «C'est juste normal en réalité, tempère Pascale Guarino, directrice du collectif. En hébergeant des réfugiés et en les répartissant sur le territoire national, l'Etat fait simplement son travail, mais pas plus. Il va sûrement y avoir une prise en charge rapide pour les Afghans vu la situation, comme ce fut le cas un temps pour les Syriens ou il y a plus longtemps pour les Kosovars.»

### Comme une lassitude

D'autres, comme Valérie Suzan de Strasbourg Action Solidarité, sont plus agacés que rassurés par ces effets d'annonce: «Bien sûr qu'on est pour l'accueil inconditionnel des Afghans, mais qu'en est-il des autres? Des Yéménites, des Géorgiens, de tous ceux qui sont à la rue, parfois avec un titre de séjour ou alors qu'ils sont en demande d'asile?» Depuis le début de l'été, ses distributions de nourriture le mardi et le jeudi, devant la gare, attirent chaque jour plus de monde, avec ou sans papiers.

Mardi soir, ils étaient 240, dix de plus que la dernière fois. Dans l'imposante file d'attente, il y a comme une lassitude lorsqu'on évoque l'accueil à venir des Afghans. «C'est bien de les accueillir, mais eux aussi vont finir à la rue?» s'interroge Mohammed, un réfugié somalien qui a obtenu l'asile mais pas de toit. Le constat est le même lors de la maraude qui suit la distribution. Les bénévoles voient les petits camps de tentes se reformer dans différents coins de la ville, doubler d'une semaine sur l'autre en attendant d'être évacués par la police. Valérie Suzan et ses bénévoles comptent, distribuent des repas, et conseillent à certains de se déplacer pour éviter les évacuations. «C'est agaçant parce qu'il y a un moyen d'héberger tout le monde, assure Valérie Suzan. On y est arrivé pendant le Covid, on y arrive pour les Afghans, c'est bien qu'on peut le faire.»

**BENJAMIN DELILLE**

Envoyé spécial à Strasbourg

Photo **PASCAL BASTIEN**

LIBÉ.FR

■ Intégrée aux forces spéciales des talibans, l'unité d'élite «Badri 313» est glorifiée par une propagande sur les réseaux sociaux.

■ Dans le Panshir, un proche de Massoud dit désirer «de vraies négociations».